

PAUVRETÉ RURALE et ENVIRONNEMENT



La lutte contre la désertification et contre la pauvreté : même combat

CDRI : Renaud De Plaen

La dégradation de l'environnement est un phénomène courant dans des zones semi-arides du Burkina Faso.

Les habitants du Sahel, cette grande région qui borde la rive sud du désert du Sahara, cherchent encore à se remettre des conséquences des terribles sécheresses qui les ont frappées à partir de 1973. La sécheresse a brisé l'élan du développement socioéconomique du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal. Selon des chercheurs de l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles du Burkina : « Paysans et paysannes ont désormais l'échine courbée sur une terre fatiguée, dénudée, séchée et emportée par le vent et l'eau. »

Les villageois sahéliens distinguent très clairement le moment de la dégradation de leur milieu physique. Dans les années 1950, il pleuvait. Les terres étaient fertiles. Quel que soit le type de sol, les cultures donnaient. Même pas question de semer les bas-fonds, trop souvent inondés. Avant 1970, les pressions humaines et animales étaient très faibles



CDRI : Renaud De Plaen

Le bois de chauffage, le premier combustible de la plupart des foyers en région rurale, se vend aussi le long des grand-routes.

sur les ressources. Les paysans du Nord-Ouest du Burkina Faso, l'une des régions les plus touchées par la désertification, cultivaient un champ pendant 3 à 4 ans. « On le laissait en jachère pendant 10 à 15 ans et on allait cultiver sur de nouvelles défriches », racontent-ils.

Ils n'envisageaient pas le jour où ils devraient maîtriser les digues filtrantes, la construction de banquettes et de cordons pierreux selon les courbes de niveau, les fosses fumières et les cultures en couloir de l'agroforesterie. Tout cela dans un cadre participatif, associatif et dans un environnement physique, social et politique en constante évolution.

Aujourd'hui, ces mêmes paysans disent ne pouvoir se passer des techniques modernes de maintien de la fertilité de leurs terres arides. S'il veut nourrir sa famille, envoyer ses enfants à l'école ou tout bonnement survivre, le paysan sahélien doit de plus en plus être un paysan-expérimentateur.

En juillet 2004, sous l'égide du CRDI, une réflexion sous-régionale s'est tenue à Saly Portudal (sur la côte sénégalaise) afin de tirer des leçons des expériences de lutte contre la désertification au Sahel. Ce fut l'occasion pour les chercheurs, les ONG et les décideurs de se pencher sur trente années de lutte contre la sécheresse et la désertification afin d'examiner les acquis de la recherche et de dégager de nouvelles pistes. Innocent Butare, administrateur principal de programme au Bureau du CRDI pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, à Dakar, était l'instigateur de cette rencontre réunissant la crème des spécialistes ouest-africains de la lutte contre la désertification. Que le CRDI organise un tel atelier allait de soi : « Le CRDI présidait le comité scientifique de la Convention internationale de lutte contre la désertification », dit-il.

Les grandes étapes de la lutte

Innocent Butare explique que la lutte contre la désertification au Sahel a connu trois grands types d'interventions. La première série d'interventions a été de nature tech-

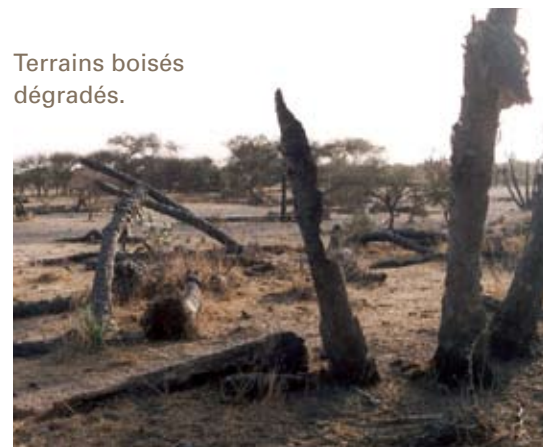
nique avec les grands programmes de reboisement et les aménagements de diguettes et banquettes pour retenir l'eau de ruissellement et ralentir l'érosion des sols. Mais ces techniques n'étaient souvent pas du tout adaptées aux contextes sahéliens et ont été peu adoptées par les populations et les institutions locales.

« Après le Sommet de Rio de 1992, dit-il, il faut désormais faire participer les populations, les femmes et la société civile. »

La seconde série d'interventions a donc été de nature plus socio-économique. « Après le Sommet de Rio de 1992, dit-il, il faut désormais faire participer les populations, les femmes et la société civile. » Le couronnement de cette volonté d'inclusion, de consultation, de mobilisation et de concertation a été la mise en oeuvre d'une troisième série d'interventions : les 'programmes d'actions nationaux de la lutte contre la désertification', les PAN/LCD.

Or, au moment où les pays sahéliens commençaient finalement à se doter de véritables stratégies de lutte intégrée contre la désertification, voilà que les bailleurs de fonds — qui avaient demandé ces plans — exigent désormais que la priorité aille à la lutte contre la pauvreté. Désormais, les PAN/LCD doivent céder la place aux DSRP/CSLP, les Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté ou Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté. Puisque l'adoption d'un DSRP/CSLP permet d'obtenir d'importantes remises de dette, leur mise en place mobilise l'appareil étatique et devient la nouvelle priorité. « Avec la nouvelle mode des DSRP, dit Innocent Butare, on a perdu de vue la lutte contre la désertification. Notre défi

Terrains boisés dégradés.



Projet PCP/LCD

est maintenant de remettre la lutte contre la désertification parmi les premières priorités dans les politiques de développement. Mais comment? » De son côté, Renaud De Plaen, administrateur de programme du CRDI, à Ottawa, voit un double défi : « Comment intégrer les plans de lutte contre la désertification aux stratégies de réduction de la pauvreté, ainsi qu'aux programmes d'adaptation aux changements climatiques. »

Philippe Zoungana, ancien directeur du Fonds canadien de soutien à la Convention internationale sur la lutte contre la désertification, offre une piste, au moins, pour le premier volet du défi. « La leçon majeure tirée de l'expérience des actions de lutte contre la désertification, dit-il, est que la lutte contre la désertification va de pair avec celle contre la pauvreté. Il n'y a pas de frontière entre la lutte contre la désertification et celle pour la réduction de la pauvreté. » En effet, les activités de lutte contre la désertification qui réussissent auprès de la grande masse des paysans pauvres sont précisément celles qui accroissent rapidement leurs revenus : cultures maraîchères, apiculture et embouche du bétail avec résidus des récoltes et fourrages naturels, entre autres.

Quant à l'intégration de la lutte contre la désertification à l'adaptation aux changements climatiques, elle semble aller de soi, la désertification étant un problème maintenant défini comme climato-anthropique.

Un bilan

Le Réseau de recherche sur la résistance à la sécheresse au Sahel (R3S) a permis aux scientifiques ouest-africains d'évaluer et d'identifier les meilleurs moyens de lutte contre la désertification. Financé, entre autres, par le CRDI, le R3S a rassemblé des spécialistes sous l'égide de l'Institut du Sahel (INSAH) et du Conseil ouest et centre africain pour la recherche agricole et le développement (CORAF).

Après le Sommet de la terre, tenu à Rio de Janeiro du 1^{er} au 12 juin 1992, et l'adoption de la Convention internationale de lutte contre la désertification le 17 juin 1994, agronomes, ingénieurs des eaux et forêts, sociologues, décideurs et partenaires au développement se concertent pour faire participer les populations aux efforts de lutte contre la désertification. C'est



Projet PCP/LCD

dans ce contexte que naissent les Programmes d'actions nationaux de lutte contre la désertification (PAN/LCD).

Le processus d'élaboration des PAN/LCD a mobilisé toutes les catégories d'acteurs, des paysannes aux décideurs, en passant par les organisations non gouvernementales et les groupements de producteurs. On a assisté à une véritable prolifération d'associations paysannes, de comités villageois et de plans de gestion.

Des cas concrets de coopération Sud-Sud ont même été notés entre le Sénégal et le Tchad, le Burkina Faso et la Mauritanie dans l'élaboration des PAN/LCD. Les chercheurs ont constaté que la mise en œuvre des plans s'est avérée beaucoup plus compliquée et que des difficultés de financement ont été notées dans la plupart des pays concernés. La part des budgets affectés à ces différents processus de lutte contre la désertification a souvent été infime. Pour Pape Mawade Wade, le coordonnateur du PAN/LCD du Sénégal : « Beaucoup de difficultés ont été rencontrées par les équipes de recherche sur le terrain à travers le retard accusé sur le calendrier initial d'élaboration du PAN. »

Par ailleurs, dans le cas du Burkina Faso, l'appui de la Coopération canadienne a permis d'obtenir des résultats concrets. Entre autres, les chercheurs burkanabè ont mis au point un indicateur permettant d'évaluer la véritable teneur de lutte contre la désertification dans les différents programmes. L'indice LCD mesure l'effort de la lutte contre la désertification

L'amélioration des techniques d'alimentation des moutons a permis d'accroître par le revenu des femmes.

« La leçon majeure tirée de l'expérience des actions de lutte contre la désertification, dit-il, est que la lutte contre la désertification va de pair avec celle contre la pauvreté. Il n'y a pas de frontière entre la lutte contre la désertification et celle pour la réduction de la pauvreté. »



Pressions exercées sur l'environnement en raison de la collecte de bois de chauffage aux environs de N'Djamena, Tchad.

Projet PCP/LCD

qui s'exerce dans chaque entité administrative, au cours d'une année. L'indice a permis de produire une carte qui illustre une inégale distribution des efforts financiers investis au niveau des provinces, au Burkina.

La communication entre les différents acteurs s'est aussi relâchée progressivement dans plusieurs pays. La question des ressources financières est un autre point faible des projets. Surtout depuis le moment où les institutions nationales chargées de la coordination comme le Conseil national pour la gestion de l'environnement (CONAGESE), maintenant appelé le Conseil national pour la désertification et le développement durable (CONEDD), au Burkina Faso, ainsi que le Conseil supérieur des ressources naturelles et de l'environnement (CONSERE), au Sénégal, ont été confrontées à d'énormes difficultés financières. Cela juste au moment où se terminait dans la plupart des pays, la validation des programmes d'action de lutte contre la désertification. Pour Papa Mawade Wade, ingénieur des eaux et forêts sénégalais: « L'appui financier a été relativement modeste. Ce qui contraste avec l'engagement que les donateurs ont pris dans le cadre de l'application de la résolution sur les mesures urgentes à prendre pour l'Afrique dans le but d'intensifier la coordination de leurs activités et de soutenir solidairement le processus de préparation des PAN. »

D'autres difficultés de coordination ont été relevées par les chercheurs au sommet des administrations, surtout pour ce qui est des intervenants des différents départements ministériels, tant pour ce qui est de l'environnement, de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'élevage. Dans certains pays, la décentralisation a nui aux programmes de lutte contre la désertification en multipliant les acteurs et en rendant plus compliquées les approches de terrain.

Enfin, les chercheurs accordent maintenant plus d'importance aux avoirs, savoirs et pouvoirs des acteurs locaux dans la lutte contre la désertification. « Le développement 'a-culturel', malgré les sommes importantes investies, a été incapable d'apporter des réponses 'adéquates' et 'durables' aux problèmes auxquels sont confrontés les populations », conclut Mme Nessenindoa Julienne Traoré-Gué, de l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) du Burkina, à Bobo-Dioulasso.

« Le développement 'a-culturel', malgré les sommes importantes investies, a été incapable d'apporter des réponses 'adéquates' et 'durables' aux problèmes auxquels sont confrontés les populations »



Projet PCP/LCD

Les groupes de discussions avec les résidents locaux ont permis de cerner les principaux problèmes et d'y trouver des solutions locales (groupe de femmes à Linia, Burkina).



Les pistes de l'espoir

Pour Pape Mawade Wade, parlant de l'expérience du Sénégal : « Les concertations par catégories d'acteurs ont permis d'établir une atmosphère de confiance qui a favorisé une expression plus libre de leur part et une analyse sans complaisance de leurs responsabilités dans la dégradation des ressources naturelles. Et il ajoute : Il faudrait par conséquent aider les acteurs qui sont sur le terrain à consolider les bonnes pratiques réussies ici et là. » Il existe un consensus sur le besoin d'appuyer la recherche de nouvelles technologies alternatives en se basant sur les savoirs et les connaissances endogènes des paysans, tout en tenant compte de leurs besoins prioritaires. « On constate, dit Alexandre Lalba, zootechnicien et économiste de l'INERA, que les innovations proposées par les intervenants extérieurs ne sont pas adoptées, même si les producteurs reconnaissent leur contribution à résoudre de façon durable les problèmes. » Pour ce chercheur, la mise en oeuvre des innovations exige que l'on propose des techniques ayant des similitudes avec les pratiques traditionnelles.

Un bel exemple est le zaï amélioré. Le zaï est une technique traditionnelle de préparation du sol qui consiste à creuser des trous à semis (en forme de demi-lune) pour récupérer un peu d'eau de ruissellement, puis d'y semer des graines de mil ou de sorgho. Des paysans innovateurs ont amélioré le zaï en y intégrant du compost ou du fumier, en utilisant des variétés améliorées et en traitant les semences. Véritable initiative paysanne originalement importée du Mali, le zaï, est devenu un mouvement de partage de techniques entre paysans qui essaime à travers le Burkina Faso et même à l'extérieur du pays.

À Saly Portudal, les chercheurs ont aussi souligné l'importance de concilier les logiques individuelles et les logiques collectives. Alexandre Lalba a décrit des villages désertés par les jeunes partis à la recherche d'une prospérité ailleurs et peuplés de vieillards, de femmes mariées et d'enfants qui luttent pour survivre. « Dans de telles situations, dit-il, les actions individuelles ont plus de chance d'être

acceptées. » Ce que confirment ses collègues Julienne Traoré-Gué, Jean Sibiri Zoundi et Edwige Liehoun, pour qui « les nombreux échecs dans la vulgarisation des techniques ont conduit à l'expression d'initiatives de plus en plus individualisées où les paysans les plus innovateurs prennent le rôle de paysans-expérimentateurs. »

Par contre, des propriétaires fonciers locaux sont souvent tentés de récupérer leurs parcelles restaurées par ces paysans innovateurs. On cite ce qu'on appelle 'la guerre des collines', jadis attribuées aux femmes et aux jeunes à cause de leur faible productivité, mais maintenant convoitées depuis que les paysans innovateurs ont prouvé qu'elles se prêtent mieux à la technique du zaï.

Tout comme le climat qui évolue, la créativité des chercheurs et des paysans produit de nouvelles solutions qui engendrent elles-mêmes de nouveaux défis, l'exacerbation de l'inégalité foncière en étant un bel exemple. La société, du paysan au décideur, doit s'informer et débattre des meilleures solutions.

Pour les chercheurs, il faut poursuivre et intensifier le lobbying et le plaidoyer à l'endroit des décideurs autant au niveau de l'exécutif que chez le législatif dans les assemblées nationales. Il est aussi souhaitable de développer de nouvelles actions de sensibilisation, d'information en direction du grand public. Sur ce point, l'ingénieur des eaux et forêt qu'est Pape Mawade Wade a regretté le fait que les artistes et professionnels du spectacle n'aient pas été associés à la stratégie de vulgarisation de la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification. « Il faudrait, a-t-il conseillé, compter avec eux dans les prochains exercices. »

Projet PCP/LCD

Gestion durable et participative des ressources pastorales, région du Béli, Burkina Faso.

Des villages sont désertés par les jeunes partis à la recherche d'une prospérité ailleurs et peuplés de vieillards, de femmes mariées et d'enfants qui luttent pour survivre.

Ce groupe d'agriculteurs apprend à utiliser la photographie comme outil de communication, à Sawal, Tchad.



Projet PCP/LCD

En attendant le coup pousse des partenaires financiers

Aujourd'hui donc dans le cadre de la lutte contre la désertification et les actions de gestion des ressources naturelles, de nombreux acquis ont été notés. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour que tout ne soit pas perdu.

Pour toutes ces raisons et dans le but de consolider ces acquis, les chercheurs ont lancé un appel aux partenaires financiers en leur demandant « un soutien plus actif aux ONG sur le terrain, aux institutions nationales de recherche, à la société civile, dans l'optique de l'élaboration d'éléments de plaidoyer

et de sensibilisation en direction des décideurs politiques. »

Cette étude de cas a été rédigée par Jean-Marc Fleury sur la base d'un texte préparé par Mame Aly Konte et Innocent Butaré.

Le CRDI a lancé le programme Pauvreté rurale et environnement (PRE) en 2005, afin d'appuyer des activités de recherche visant à répondre aux besoins des populations rurales pauvres qui vivent dans des écosystèmes vulnérables ou dégradés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes et du Moyen Orient. Le programme vise à renforcer les institutions, les politiques et les pratiques destinées à améliorer la sécurité alimentaire et hydrique et la sécurité du revenu.

Pour de plus amples renseignements, consultez les pages Web de Pauvreté rurale et environnement à www.crdi.ca/pre.

WWW.CRDI.CA

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien, est l'un des chefs de file de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis du développement international. Depuis plus de 35 ans, le CRDI travaille en étroite collaboration avec les chercheurs des pays en développement pour créer des sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères.

Centre de recherches pour le développement international

Pauvreté rurale et environnement
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9
Tél. : 613-236-6163
Télec. : 613-238-7230
Courriel : rpe@crdi.ca